NUMERO SPECIAL DU 1er MAI — LE NUMÉRO : Fr. 1,50

PAUVRE ET HONNETE

Le Peuple

ORGANE CENTRAL
DU
PARTI SOCIALISTE
:-: BELGE :-:

P. S. B.

Centrales
Bruxelloise et Wallonne

C. W. O. II
86
405
C. 2 G. M.

Premier Mai 1943

TROISIEME PREMIER MAI DE GUERRE

Pour la troisième fois, le soleil du Premier Mai se lève sur un monde bouleversé par la guerre, sur une Europe écrasée par la brutalité hitlérienne, sur des populations anémiées, soumises à l'arbitraire, dispersées au gré du vainqueur provisoire, menacées dans leurs biens et dans leur être moral, comme dans leur vie même.

Pour la troisième fois, les socialistes belges sont dans l'impossibilité de célébrer le travail, d'affirmer publiquement leur ardeur à la lutte et leur confiance dans l'avènement d'une société meilleure.

Pour la troisième fois, c'est grâce à l'activité clandestine de centaines et de centaines de dévoués qu'ils s'adressent à tous leurs concitoyens.

TRIPLE CONDAMNATION

Que pour la deuxième fois en une génération, des millions d'hommes, munis des armes les plus meurtrières, soient jetés les uns sur les autres ; que des centaines de millions d'êtres humains souffrent de privations de toutes sortes et même de la faim ; que tout le labeur humain soit absorbé par les œuvres de mort ; que la jeunesse soit livrée en holocauste au dieu de la guerre, **c'est la condamnation d'un régime établi sur la recherche du profit et d'un système politique basé sur les rivalités nationales.**

Que les puissances autocratiques traitent les populations occupées comme des esclaves ; qu'elles rétablissent les déportations en masse, les fusillades d'otages et toutes les méthodes de guerre que le droit des gens avait proscrites, **c'est la condamnation des régimes de dictature.**

Qu'une fois de plus, la classe ouvrière soit exposée aux sévices les plus graves ; qu'elle endure les privations les plus dures pendant qu'on exige d'elle les prestations les plus lourdes ; que ses enfants soient les plus exposés aux conséquences de la dénutrition ; qu'elle fournisse le plus grand nombre de déportés, **c'est la condamnation de l'inégalité sociale.**

LES OBJECTIFS DU SOCIALISME

Comme il le fait depuis ses origines, le socialisme affirme avec plus de force que jamais sa volonté d'abattre le régime capitaliste qui multiplie les causes de conflits, de faire disparaître les dictatures qui aboutissent régulièrement à la guerre et de faire régner la justice et l'équité sans lesquelles la paix ne peut être garantie au monde.

Le socialisme belge considère comme son devoir immédiat le plus impérieux la lutte acharnée et persévérante contre l'envahisseur et ceux qui le servent ; il l'accomplit sans faiblir et par tous les moyens dont il dispose ; il prépare le châtiment des traîtres.

Mais il n'oublie pas sa mission essentielle : **la construction d'une société exempte de privilèges et d'injustices.**

Représentant de tous les travailleurs des mains et du cerveau, salariés et indépendants, il s'opposera au retour des puissances d'argent à la direction du pays et il tiendra la main à l'établissement d'une véritable démocratie sociale ;

Il obtiendra des réparations substantielles pour toutes les victimes de la guerre ;

Il fera aboutir un programme d'assurances sociales obligatoires garantissant un minimum décent d'existence aux vieux travailleurs, aux accidentés, malades, etc.

Il préparera la transformation progressive de l'économie basée sur la recherche du profit particulier en une économie exclusivement au service de l'intérêt général ;

Surtout il restaurera les valeurs morales et la dignité humaine.

LE SOCIALISME DE TOUJOURS EST NOTRE SOCIALISME

En cela il restera fidèle à l'humanité et au socialisme de toujours. En effet :

Les peuples veulent vivre **LIBRES.** *La liberté vraie — la liberté pour tous, qu'on chercherait en vain où il n'y a pas d'égalité et de fraternité — reste à conquérir.*

Les peuples veulent vivre **HEUREUX.** *Heureux par le travail commun à tous et grâce à une répartition des richesses équitable pour tous.*

Les peuples veulent vivre en **PAIX.** *Une paix qui ne sera plus détruite tous les vingt-cinq ans, mais qui assurera à l'humanité le calme et la prospérité.*

Et c'est le socialisme qui réalisera les aspirations des peuples :

Le socialisme qui veut une liberté sans égoïsme, une hiérarchie sans privilèges, une autorité sans despotisme ;

Le socialisme qui prétend ordonner toutes les bonnes volontés en vue du bien commun ;

Le socialisme qui combine les libertés personnelles et civiques avec l'ordre économique et l'égalité sociale.

SOCIALISTES ! Les efforts de nos pères, de nos aînés et les nôtres nous font approcher du but.

En ce dernier Premier Mai de guerre, luttons contre l'occupant en sabotant sa machine de guerre, en ralentissant la production au strict minimum, en aidant et en nous solidarisant avec toutes les victimes de sa bestiale répression.

En ce Premier Mai de guerre, proclamons notre foi dans l'organisation nationale et internationale des travailleurs et dans la réalisation du Socialisme.

Jurons de n'avoir ni trêve, ni repos avant son avènement.

LE PARTI SOCIALISTE BELGE.

VIVE LE SOCIALISME ! VIVE LE PREMIER MAI !

ECHOS & NOUVELLES

SOYEZ HUMAINS, MESSIEURS !

Les patrons-charbonniers, ayant été mis dans l'alternative de voir déporter leurs jeunes employés s'ils ne descendaient pas dans la fosse, ont choisi — assez précipitamment, il est vrai — la première solution.

Admettons que le geste soit «patriotique». Mais il n'est guère humain dans la majorité des cas.

En effet, quoi de plus pénible pour des hommes déjà sous-alimentés, non rompus au dur labeur du mineur, de passer d'un métier à l'autre ?

Les charbonnages — qui font des affaires d'or ! — leur ont-ils fourni des souliers, des bleus, voir un casque de cuir ? Leur a-t-on réservé un poste léger dans le fond ?

Non. Il faut vous «débrouiller» et il faut «produire».

A ajouetr dans la balance du «règlement des comptes» !

●●●●

LE «FAIR-PLAY» des NAZIS

Liége et toute la province connaissent une période «agitée».

Sans interruption, du matin au soir, les Fritz arrêtent tous les passants, exigent les cartes d'identité, fouillent, arrêtent les tramways, les autos, les vélos, pénètrent dans les maisons, cernent tout un quartier et emmènent les «douteux». Certains sont expédiés en Allemagne «manu militari» et sans revoir les leurs.

Que cherchent-ils ? Des parachutistes, des porteurs d'armes, des voleurs de timbres, des clandestins, des hommes qui se soutraient à la déportation?...

Probablement tout à la fois.

Nous connaissons les «beautés de l'O. N.» !

Quand donc pourrons-nous leur rendre leurs «gentillesses» !

●●●●

LES LARGESSES DE L'U.T.M.I.

Participant, avec tous les vendus, à l'écœurante démagogie — aux buts politiques à peine voilés — faite autour des victimes d'Anvers, l'U. T. M. I. a versé plusieurs millions pour le soutien des blessés, orphelins, sans-logis, etc.

Est-il besoin de dire que cet argent est celui des travailleurs syndiqués volés par ces traîtres patentés ?

Est-il besoin d'ajouter que c'est la première fois qu'un usage propre est fait de cet argent ?

●●●●

PROTESTATION

La « Légia » a inséré dernièrement que grâce à l'intervention de l'U. T. M. I., les employés temporaires communaux avaient obtenu une amélioration de leur situation. Ceux-ci protestent énergiquement contre cette allégation, jamais ils ne se sont adressés à cet organisme lors de leur réclamation pour le maintien de leurs droits acquis avant la création du Grand Liége.

●●●●

LA NAVIGATION INTERROMPUE SUR LA DENDRE

Un admirable exploit vient d'être commis par les partisans, dans la nuit du 27 au 28 mars, à Lessines. Un barrage sur la Dendre a été dynamité. La rivière est à sec entre Lessines et Ath, soit près de 5 kilomètres. Les péniches, au nombre de 15, remplies de produits des carrières, qui se trouvaient sur ce tronçon, sont toutes échouées. Le trafic fluvial sera interrompu assez longtemps. C'est vraiment du beau travail.

Les Allemands, qui étaient venus enquêter le dimanche, eurent de plus, la désagréable surprise de trouver, leur travail terminé, les quatre pneus de leur voiture coupés et inutilisables.

●●●●

REQUISITION DE PECHEURS

Un grand nombre de pêcheurs du littoral belge ont été convoqués par les Allemands. La plupart a été expédiée dans des ports d'Allemagne.

LA R. A. F. A LESSINES

Le 26 mars, un avion anglais, piloté par un Belge, a mitraillé des locomotives et des péniches dans la région lessinoise. Il a ensuite abattu un avion de transport allemand, qu'il s'est trouvé, par un hasard... heureux, sur son passage. Les cinq occupants de cet appareil ont tous péris carbonisés.

●●●●

ATTENTATS ET SABOTAGES

— Les partisans ont coupés des fils téléphoniques à Lessines.

— Dans cette même commune, les registres de la population ont été volés.

— Des rails ont été sabotés, près de Mignault, dans la nuit du 8 au 9 avril. Un train de marchandises a déraillé. Le trafic a dû être interrompu sur la ligne Haine-St-Pierre-Braine-le-Comte.

— Des voies ferrées ont été dynamitées à Mouscron.. Une locomotive a été endommagée.

— Pour la troisième fois, les bureaux de l'Office du Travail de Bruxelles, aménagés dans les locaux de la Maison du Peuple, réquisitionnée par les Allemands, ont été la proie des flammes. Tous les documents ont été brûlés.

●●●●

LES BOMBARDEMENTS DE BERLIN

Les dirigeants nazis commencent à la trouver mauvaise. Aussi prennent-ils leurs dispositions pour transférer les ministères de la guerre sous de meilleurs cieux.

●●●●

NOS ENTRETRISES METALLURGIQUES SERONT-ELLES TRANSFEREES EN ALLEMAGNE ?

Sur ordre du Ministre de la production du Reich, une enquête... discrète est menée en France, en Belgique et en Hollande, sur les possibilités d'un transfert en Allemagne, avec leur personnel, des entreprises métallurgiques de ce pays. Un examen est également en cours pour déterminer les moyens capables d'augmenter la production métallurgique des pays occupés.

Les ouvriers métallurgistes saboteront et leur travail et leurs machines.

●●●●

QUELQUES EFFETS DES RAIDS AERIENS SUR L'ALLEMAGNE

A en croire les Allemands, les bombardements de l'Allemagne par les Anglo-Saxons sont sans importance. Leur machine de guerre n'en souffrirait pas.

Mais, alors, comment expliquer que la production du caoutchouc synthétique est en recul de 20 p. c. sur le programme fixé; que la production de charbon est en baisse (dans le district d'Essen, elle a diminué de 40 p. c.) à un tel point qu'elle a ému les dirigeants du Reich, qui ne ménagent pas leurs efforts et leurs menaces pour remédier à cette situation.

Suivant une déclaration, faite le 12 mars 1943, par le Dr Cuntz à la Chambre de Commerce de Dusseldorf, 550 industries de guerre auraient été touchées par les bombes alliées.

●●●●

CACHEZ VOS CUIVRES

Les Allemands ont menacé d'enlever les cloches des églises de notre pays. Ils ne cachent point leur intention de s'emparer de tout ce qui est en cuivre, en laiton ou en bronze.

Dès maintenant, prenez vos dispositions pour cacher tous vos objets à la première alerte.

●●●●

WILLEMS... FOUT... LE CAMP

L'atmosphère de la Cité ardente ne plaît décidément plus à l'ancien bourgmestre du Grand Liége, que l'on a dû séquestrer quelques jours après sa nomination. Nous apprenons qu'il vient d'acquérir un immeuble à Woluwe-St-Lambert, dans lequel il ira méditer sur ses aventures.

En Hommage aux Morts d'Anvers

C'est à tous les morts d'Anvers, de Seraing, de Namur et, hélas ! à tous ceux qui perdront la vie, que nous consacrons cet article.

Nous avons le cœur meurtri et l'angoisse nous sert la gorge en pensant à ces centaines d'enfants, de femmes, d'hommes de chez nous qui meurent sous les bombes anglaises ou américaines. La mort apportée par des amis est bien plus pénible que celle que l'on trouve face à l'ennemi. La guerre a malheureusement des impératifs qui bouleversent les notions du juste et de l'injuste.

Anvers est en deuil. Au nom du Parti Socialiste, nous transmettons à toutes les familles frappées par la catastrophe, l'hommage de nos condoléances émues et fraternelles et au nom de tous les morts, nous appelons les responsables à la barre de l'Humanité.

Quels sont les responsables ?

D'abord, un régime qui s'est avéré incapable d'effectuer une équitable répartition des richesses du monde.

Ensuite, la recherche du profit maximum, faisant heurter violemment les intérêts particuliers sur tous les grands marchés mondiaux.

Enfin, l'orgueil démesuré d'une race se croyant supérieure à toutes les autres, et voulant, par la force, imposer sa suprématie à l'ensemble des peuples.

L'Allemagne et le régime capitaliste, tels sont, à nos yeux, les deux coupables du meurtre de nos compatriotes.

Cependant, si nous devons faire un choix entre les deux accusés, c'est l'Allemagne et ses dirigeants que nous condamnons d'abord. L'Allemagne qui a envahi l'Autriche, détruit la Tchécoslovaquie, meurtri à jamais la Pologne, occupé par la force la Norvège, le Danemark, la Hollande, la Belgique, la Yougoslavie, la Grèce.

Dira-t-on que l'un ou l'autre de ces pays voulaient faire la guerre à l'Allemagne ? Nul, parmi les journalistes vendus à l'Allemagne, n'oserait le soutenir. C'est Hitler et sa bande qui ont voulu dominer l'Europe par la terreur et par le meurtre.

La catastrophe d'Anvers est grave. Des quartiers entiers sont détruits, des centaines de morts sont alignés dans leur tombe commune. Nous ne tenterons pas de minimiser le désastre.

Il est poignant et douloureux que notre peuple soit victime d'un raid de l'aviation de nos alliés.

Mais, nous devons bien dire que les aviateurs américains avaient pour mission de détruire des objectifs dont l'importance, du point de vue militaire, n'échappe à personne. Les anciennes usines Minerva fabriquent, en grande série, des moteurs d'avions et la firme Gevaerts tout ce qui se rapportent aux appareils photographiques.

Ces deux usines sont, aujourd'hui, réduites à l'impuissance.

Hélas ! à quel prix, dira-t-on.

Certes, c'est payer cette destruction et nous déplorons les conséquences tragiques du raid d'Anvers.

Cependant, nous ne nous associons pas aux hurlements intéressés et démagogiques des journalistes aux gages de l'Allemagne. Ce n'est pas à ceux qui ont anéanti Rotterdam, Coventry, Belgrade, Varsovie, Kiev, etc., massacrant des centaines de milliers d'enfants, de femmes et de vieillards, qui ont mitraillé les réfugiés sur les routes de l'exil, qui font mourir des milliers de prisonniers politiques belges dans les camp de concentration, qui déportent toute notre population, à se faire les juges des autres et à vouloir faire état de sentiments humains dont ils sont aussi dépourvus que le tigre du Bengale.

Les Allemands ne sont pas émus par la tragédie d'Anvers; ils s'en réjouissent. Elle est pour eux un moyen de propagande qu'ils grossissent, amplifient et dont ils se servent pour détourner l'attention de leurs propres cruautés et pour tenter de détruire la sympathie qui lie notre population aux Anglo-Saxons.

A cette propagande là, les Belges ne se laisseront pas prendre. Il faut aussi dire les responsabilités des dirigeants actuels du grand Anvers.

Depuis que l'offensive aérienne des Anglais est commencée, nous avons été avertis que les abords des usines sont des endroits dangereux.

Inlassablement, la radio de Londres a répété : « Eloignez-vous des usines. Exigez des abris convenables. Exigez que l'alerte soit sonnée en temps utile. »

Comment, dans les pays occupés, et plus particulièrement à Anvers, a-t-on appliqué ces conseils ?

L'école dans laquelle se trouvaient les 180 enfants ensevelis était contiguë à l'usine Minerva et ne possédait pas d'abris sérieux.

Le traître qui joue le rôle de bourgmestre d'Anvers connaissait l'importance des deux usines attaquées par les aviateurs américains, il n'a ren fait pour en écarter les enfants qui viennent de payer de leur vie sa criminelle imprévoyance.

Il n'a rien fait non plus pour mettre à la disposition de la population de ce centre urbain particulièrement exposé, des abris suffisants.

Et l'alerte, quand donc les Allemands consentent-ils à la donner ?

Tous ceux qui ont été témoins d'un bombardement allié peuvent répondre. Partout les Allemands font sonner l'alerte lorsque les dernières bombes ont accompli leur mission destructive.

Comment, dans ces conditions, éviter que les ouvriers et la population ne soient victimes des bombardements ?

En vérité, les Allemands et les traîtres sont et resteront, devant l'histoire, les vrais coupables de la destruction de nos villes et de la mort de nos compatriotes.

Les morts d'Anvers, s'ils pouvaient se relever de leur tombe, tourneraient leur index vengeur vers l'Allemagne, car, c'est elle qui a fait de notre pays, deux fois en 25 ans, une terre martyre et un peuple esclave.

Pleurons nos concitoyens martyrs, mais arrière la démagogie honteuse et intéressée des meurtriers nazis et de leurs complices.

PAUL COLIN EST „ SUPPRIMÉ "

Le directeur de «Cassandre» et du « Nouveau ournal» vient de payer son infâme trahison.

Nous serons dorénavant privé du « plaisir» de voir s'étaler sa prose nauséabonde et payée dans ces deux journaux.

Robert Poulet réfugié dans un silence prudent, Colin disparu, on se demande quel est le «gratte-papier» de second plan qui va leur succéder. Gageons, malgré les salaires fabuleux, que rares seront ceux qui voudront prendre leur succession.

LÉON BLUM transféré en Allemagne

Depuis l'armistice les « responsables de la défaite « sont enfermés tandis que la Ve colonne avec le défaitiste Pétain tiennent le haut du pavé.

Le procès de Riom tourna à l'avantage des accusés. Les nazis simplifient les choses : Blum, Gamelin, Reynaud, Mandel et Daladier sont emmenés en Allemagne.

De quel droit, on se le demande.

Nos vœux les plus fraternels accompagnent notre vieux camarade, qui est âgé aujourd'hui de plus de 70 ans.

C.W.G.H. C.I.G.M.

1er Mai 1943
In Mémoriam

DEUX HOMMES, UN IDÉAL

••••

Comment, en ce jour qui était pour nous un jour de fête et un jour de lutte, notre pensée n'irait-elle pas vers ceux-là qui étaient à la fois notre orgueil et notre espoir.

Notre orgueil d'avoir séduit et retenu ces âmes d'élite, notre espoir de les voir réaliser tout ce que leur jeunesse ardente révélait de splendides promesses.

René DELBROUCK, Georges TRUFFAUT, deux hommes animés par un même et seul idéal socialiste qui les brûlait comme une flamme et devait les conduire au don total d'eux-mêmes, jusqu'à l'acceptation de la mort.



Georges TRUFFAUT

La guerre marqua leur enfance comme elle devait marquer leur mort. Toute leur vie d'adolescent et d'homme est à l'image de cette période d'entre-deux-guerres qui fut une âpre et longue lutte entre une humanité meilleure et les forces néfastes de régression qui, acculées, devaient, dans un dernier sursaut, lancer le monde dans un ultime bain de sang.

Dans cette lutte, ils avaient, l'un et l'autre, pris magnifiquement position, aux postes de combat auxquels les désignaient leur ardeur et leur jeunesse et avaient forcé avec l'estime de leurs amis le respect de leurs adversaires.

Deux Liégeois. — L'un, né dans un de ces innombrables corons de la banlieue industrielle, puise dans l'insécurité de sa jeunesse d'ouvrier métallurgiste une volonté farouche de détruire une société marâtre qui n'est que douleurs pour les humbles et de faire place nette pour une construction plus fraternelle.

Il avance dans le maquis des privilèges et des abus capitalistes comme le bûcheron avance dans la forêt à défricher. Insensible à la griffe des branches et des épines qui s'abattent autour de lui, il progresse la cognée au poing et chaque courbe lumineuse de l'acier qui mord témoigne de la vigueur et de la sûreté de l'ouvrier dans lequel les compagnons ont reconnu un chef.



René DELBROUCK

L'autre, issu d'une de ces familles cultivées de grands commis qui servent la cité sans y chercher d'autres satisfactions que leur propre estime, obéit à l'injonction impérative d'un cerveau lucide et hardi, rompu aux disciplines intellectuelles, et découvre qu'il n'est de solution constructive que dans le socialisme. Un stage dans un de nos grands quotidiens lui révèle que la défense des meilleures réalisations ne peut satisfaire son esprit positif. Il faut qu'il réalise lui-même. Et il s'attelle à la tâche, conduisant les affaires publiques qu'on n'hésite pas à confier à sa jeune valeur avec une lucidité et une énergie qui entraînent ses collaborateurs, brisent les routines et stupéfient des adversaires rapidement respectueux.

La guerre, la drôle de guerre de l'Occident, surprend peu ces deux hommes d'une génération qui sait que la période héroïque du socialisme est devant elle.

En juin 1940, au moment même où l'officier Georges Truffaut rejoint les soldats qui veulent ignorer une capitulation à laquelle ils ne peuvent se résoudre, le militant René Delbrouck lance à Liége « Le Monde du Travail », le premier clandestin d'opposition à l'ennemi.

A la tête de sa compagnie, l'officier combat et détruit, avec nos Alliés, l'Empire fasciste d'Afrique orientale. Avec les premiers éléments de résistance, le militant, combattant du front intérieur, jette les bases de l'organisation illégale du Parti Socialiste Belge.

Ils ne devaient qu'indiquer la voie de la lutte et du salut.

Il ne s'écoula point de nombreux jours entre l'annonce, à la B.B.C., que le capitaine Georges Truffaut, revenu entraîner des recrues en Angleterre, était mort au cours des essais d'un nouvel engin, et la cynique missive signalant que la barbarie des nazis n'avait pu tuer l'énergie du militant René Delbrouck qu'en détruisant physiquement l'homme.

La Fédération Liégeoise du Parti, le Socialisme, perdaient deux jeunes députés qui constituaient une vivante synthèse de son action.

En ce Premier Mai, proche du premier anniversaire de leur mort, où ceux qui continuent la lutte sur tous les fronts se souviennent, que leur sacrifice soit fécond comme ils le voulaient.

Les faibles pleurent leurs morts, les Hommes les vengent et poursuivent l'œuvre ébauchée ensemble.

10 MAI !

Trois ans déjà que le monstre hitlérien nous a frappés.

Que de sang, que de larmes, que de souffrances depuis lors !

Ils ont tout avili, tout corrompu : notre vie est devenue calvaire.

10 mai : date fatidique ; 10 mai : JOUR DE DEUIL NATIONAL.

BELGES ! SOUVENEZ-VOUS !
BELGES ! RECUEILLEZ-VOUS !

Puisez dans ce recueillement la force nécessaire à poursuivre la lutte.

Aujourd'hui est sombre ; demain sera lumineux.

Déjà la VICTOIRE nous sourit !

COURAGE ! CONFIANCE !

SOLIDARITÉ !

Grâce aux versements spontanés de nos lecteurs ; grâce aussi au dévouement inlassable de nos militants, nous avons pu, deux ans durant, réparer, dans la mesure de nos possibilités, le mal causé par un occupant inhumain.

Au nom de nos camarades tombés dans un combat inégal mais combien exaltant ; au nom de leurs familles, MERCI à tous et à toutes.

Mais un problème plus grave attire journellement notre attention : Le soutien des travailleurs qui se cachent pour échapper à la déportation.

Nous n'envisageons pas de les aider tous : la tâche est surhumaine. Mais à côté de toutes les formes de Solidarité qui se manifestent dans le pays nous voudrions, nous aussi, apporter notre faible contribution.

LE PREMIER MAI doit être la date d'un nouveau départ.

Il n'est pas un de nos lecteurs — que la chance a jusqu'à ce jour épargné — qui se soustraira à ce

DEVOIR SACRÉ : SAUVER DES HOMMES ET LEUR FAMILLE DE LA FAMINE.

En ce 1er Mai — jour d'espoir et de fraternité — **VERSEZ TOUS A SOLIDARITÉ !**

LECTEURS, CAMARADES, PROPAGANDISTES, la liste du 1er Mai doit totaliser :

25.000 Francs.

Au travail !

A BON ENTENDEUR, SALUT !

A PROPOS DU ROI

Après la guerre, il est un hommage qu'on devra rendre aux journaux clandestins socialistes, celui d'avoir tout fait pour maintenir la concorde entre les belges et de n'avoir rien entrepris qui ne fut dirigé directement ou indirectement contre l'occupant.

Systématiquement, le parti socialiste a banni de ses multiples publications — journaux, tracts, brochures —, les questions qui eussent pu, pour le plus grand profit de l'ennemi, dresser les belges les uns contre les autres.

C'est pourquoi la controverse relative au Roi, à ses actes entre les 10 et 28 mai 1940 et à son attitude depuis la capitulation, n'a pas trouvé grand écho dans la presse du Parti.

Celle-ci, qu'on ne s'y trompe pas, ne restera pas toujours muette.

En temps opportun, elle recherchera :

1) Les causes de notre brutale défaite et établira les responsabilités sans égard pour quiconque.

2) Les prétextes ou raisons qui ont justifié, au moment de la capitulation, le refus royal d'accompagner le gouvernement en territoire allié et la volonté manifeste du Roi de s'être voulu prisonnier et partant, comment il peut s'expliquer que l'organe suprême du pouvoir exécutif belge se soit livré aux allemands subordonnant le Roi, chef de l'Etat au Général, chef de l'Armée.

3) S'il est justifiable d'avoir cru hâtivement la guerre perdue et d'avoir conséquemment, mais bien imprudemment, semble-t-il, fait appel à tous les belges ***« pour se remettre au travail »*** sous la botte de l'occupant, appel qui fut considéré par beaucoup comme l'aveu de la défaite et est à l'origine de pas mal de défaillances voir de trahisons.

4) Si déjà avant l'attaque allemande, les attitudes du Roi et de son entourage immédiat n'indiquaient pas une désaffection volontaire à l'égard de notre constitution démocratique et si son absence du Parlement le 10 mai 1940 n'indiquait pas intentionnellement la rupture d'avec les attitudes et gestes posés courageusement et crânement par notre Grand Roi Albert en 1914 ?

5) S'il est admissible que durant sa "captivité" il ait pensé surtout à son bonheur privé sans se soucier apparemment de trouver les moyens de rectifier son erreur et d'en réparer les conséquences mais qu'au contraire, il n'ait rien fait pour empêcher son entourage de persévérer dans la voie "pro-ennemie" en encourageant les collaborationnistes à tous crins, influençant certains Secrétaires-Généraux et aidant à la prise des leviers de commande par un Romsée ou un Leemans.

Mais l'heure n'a pas encore sonné de procéder à ces recherches pour établir toute la vérité et toutes les responsabilités, l'ennemi campe toujours sur notre sol et nous ne voudrions pas lui offrir le spectacle de nos querelles intestines. Et puis s'il doit y avoir procès, il devra se dérouler au grand jour, en pleine liberté, après une instruction complète et contradictoire.

En attendant, tous les hommes de bon sens, tout en cultivant leurs appréhensions, suspendront leur jugement.

C'est ce que semblent ne pas comprendre certains courtisans qui avec un zèle intempestif, à raison de leurs ambitions démesurées, persévèrent dans des attitudes louches et par leurs initiatives, démarches, écrits et gestes conpromettent irrémédiablement, dans l'esprit de très nombreux bons patriotes, non seulement l'homme mais avec lui l'institution royale elle-même.

Chacun comprendra que nous faisons ici allusion à une clique de messieurs haut placés qui, se préoccupant des problèmes d'après-guerre, préconisent, à titre de panacée universelle, l'instauration d'une dictature royale, dès que notre territoire aura été libéré.

C'est comme on a l'honneur de vous le dire. Des millions d'hommes arrivent des quatre coins du monde et vont monter à l'assaut final au cri de "Liberté". Frémissants, d'autres millions d'êtres humains, soumis au joug le plus dur, attendent la délivrance. Pendant ce temps de vieux messieurs distingués, aidés par quelques jeunes écervelés et arrivistes, préparent des menottes pour notre peuple.

Pauvres fous, ils ont des yeux et des oreilles, mais ils ne savent ni voir, ni entendre.

La dictature royale, Messieurs ! Vous viendrez au lendemain de la guerre, la défendre devant les masses assemblées sur nos forums pour acclamer nos libérateurs et l'idée qu'ils incarnent : la démocratie.

Ce jour là, nous vous promettons une splendide réception. Le Parti Socialiste ne négligera rien pour vous assurer un triomphe complet et définitif.

A [son appel, des centaines de milliers d'hommes et de femmes descendront dans la rue.

Ils seront, du reste, accompagnés, nous osons l'affirmer par d'autres centaines de milliers de belges qui, non socialistes, n'en seront pas moins attachés aux libertés démocratiques. Et cette marée humaine, dans un élan irrésistible, soyez-en persuadés, étouffera dans l'œuf toute velléité de dictature et châtiera exemplairement les liberticides, qu'ils se réclament ou non de la royauté. A bon entendeur, salut...

En écrivant ces lignes, nous voulons simplement exprimer le sentiment du Parti qui tout en restant, en principe, fidèle au régime républicain veut en ce qui concerne le Roi prendre une position claire et honnête.

Pour les actes passés : examen approfondi et contradictoire ; pour les actes futurs : attente vigilante tout en affirmant qu'il postule au minimum le retour au pur régime constitutionnel, lequel a pu, dans le passé, sous le règne du Roi Albert, faire dire que nous vivions en "monarchie républicaine".

Telle est l'attitude du Parti Socialiste clandestin, c'est à dire d'hommes qui, depuis 30 mois, en exposant chaque jour leur liberté sinon leur vie, dans une lutte inégale mais fructueuse, ont acquis le droit de parler au nom des couches profondes de la population, avec lesquelles ils n'ont cessé d'être en rapport.

LA MAGNIFIQUE RÉSISTANCE DE NOS MUTUALISTES

Pour aider leurs collègues en trahison de l'U.T.M.I., Grauls et les « Commissaires » aux Mutualités Socialistes, nommés par nos protecteurs, avaient inventé l'astucieux moyen d'affilier les mutualistes au « Syndicat » de Delvo, Bytebier, Caprasse et consorts.

Ce fut une débauche de circulaires — énumérant tous les «avantages» qu'il y avait à s'affilier à l'U. T. M. I. — adressées aux affiliés.

Nous avons de suite réagi et mis en garde tous nos camarades.

Le résultat dépasse toutes les espérances : **Pas un seul membre de nos Mutualités n'a suivi ces traîtres.** Nombre d'entre-eux ont renvoyé leur bulletin d'adhésion rempli d'épithètes qui doivent donner à ces Messieurs un avant-goût du sort que leur réserve la classe ouvrière.

Est-il besoin d'ajouter que presque l'unanimité des employés de nos Mutuelles ont refusé — en même temps que d'envoyer une seule circulaire utmiste — d'adhérer à cet organisme et ce malgré les multiples et incessantes pressions allant dans certains cas jusqu'à la révocation. Cela est tout à leur honneur.

L'U.T.M.I. et ses profiteurs en sont donc pour leurs frais, ou plus exactement ces frais sont portés en compte de nos Mutuelles dont ils gaspillent l'argent en s'allouant des traitements qui dépassent toute imagination, en même temps que de les peupler d'«employés» rexistes et autres dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne connaissent pas plus en mutualité qu'un charretier en horlogerie.

Mais l'heure approche MM... !

L'épiscopat belge contre le nazisme

Les Allemands ayant menacé d'enlever les cloches des églises, le Cardinal Van Roey et les évêques de Belgique ont élevé une protestation sous la forme d'une lettre qui a été lue dans toutes les églises le 21 mars.

Cette lettre est une condamnation du régime nazi. Elle proteste contre la déportation de nos travailleurs en ces termes :

... Entretemps se poursuit implacablement ce qu'on appelle la « mobilisation de la main-d'œuvre belge », c'est-à-dire la mise au travail forcé de notre population au service de l'Allemagne en guerre...

... On oblige les citoyens belges à coopérer, directement ou indirectement, aux opérations de la Puissance étrangère qui fait subir injustement à leur patrie un régime d'occupation très dur...

... On nous dit que ces mesures sont nécessaires pour protéger la civilisation européenne. Seulement, est-ce défendre la civilisation, n'est-ce pas plutôt l'anéantir, que d'appliquer des procédés qui violent le principe essentiel de toute civilisation ?

L'ETAT DE SIEGE A ESSEN (ALLEMAGNE)

Un ouvrier revenant d'Essen, nous a rapporté que l'état de siège avait été décrété dans cette ville, à la suite de manifestations organisées le 22 mars dernier, par des femmes allemandes.

Un assez grand nombre d'entr'elles auraient été arrêtées et emprisonnées. L'effervescence règne encore malgré la Gestapo et la force armée qui garde toutes les artères de la ville.

A part cela, le moral des Allemands est bon !!

Moins de travail en 54 heures qu'en 48

Goebbels et Hitler l'ont dit : il faut que, bon gré mal gré, tous les « Européens » contribuent à « sauver » leurs protecteurs du IIIe Reich. Et, pour cela, chaque semaine une nouvelle ordonnance accroît l'oppression dont sont victimes tous les peuples occupés.

L'une des dernières impose la semaine de 54 heures dans toutes les entreprises. Il s'agit, bien entendu, de préparer la déportation supplémentaire de 15 à 20 p. c. du personnel. Quant à savoir si ce supplément de fatigue, imposé à des hommes et des femmes sous-alimentés depuis deux ans, peut avoir des conséquences désastreuses pour la santé publique, les Allemands ne s'en inquiètent naturellement pas.

L'application de cette mesure a déjà provoqué plus d'une grève. Si ces protestations sont utiles pour montrer à l'occupant que l'esprit de résistance est toujours vivace, elles doivent céder au bout de quelque temps devant la force. Mais il est un autre moyen plus efficace et contre quoi il n'y a pas de sanction réelle : fournir moins de travail en 54 heures que précédemment en 48. C'est celui-là qui doit être généralisé.

C. W. O. II
C. 2 G. M.

LA SITUATION INTERNATIONALE...

... POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE

On a beaucoup parlé ces dernières semaines de l'organisation de la Paix et de l'Europe future. Au seuil d un été qui sera peut-être décisif, à l heure où les militaires rentrés sous la tente fourbissent les armes de leurs prochains combats, les diplomates s agitent, supputent, proposent, construisent...

Du vent que tout cela ? On pourrait le croire, n'étaient les voyages de M. Eden, les déclarations de la presse soviétique et les communiqués publiés à l'issue de la septième rencontre Hitler Mussolini.

En fait, de quoi s'agit il ? Si l'on s'en rapporte aux articles du "Times" (visiblement inspirés par le Foreign Office), aux déclarations de Litvinov et de Roosevelt, ainsi qu'aux éditoriaux de la presse neutre, les Nations Unies négocieraient l'abandon des principes contenus dans la Charte de l'Atlantique, pour se rabattre sur une politique « des grands espaces », succédané des conceptions autoritaires de l'espace vital. En pratique cela équivaudrait à un partage du Monde en zones d'influence, par lequel le sort de pays tels que la Pologne, les Pays Baltes, la Roumanie d'une part, la Norvège, les Pays-Bas et la Belgique d'autre part, serait rien moins que réjouissant.

La constitution de ces blocs signifierait pour les petites Nations l'obligation d'aligner leur politique intérieure sur celle de leur puissant voisin, la dépendance extérieure aux intérêts de quelques pays puissamment armés, le renoncement à la direction de leur propre politique commerciale.

Que les intentions des diplomates anglo-saxons soient sujettes à alignements et à précisions, c'est fort possible, mais quelles que soient les formes que puisse revêtir une nouvelle organisation du monde basée sur ces principes, les Socialistes s'y opposent de toutes leurs forces.

Pour nous, qui restons, quoi qu'on fasse, fidèles à l'idéal démocratique, nous n'abandonnerons pas le grand principe qui doit servir de base aux relations internationales, et qu'on a appelé « le droit des peuples à disposer d eux-mêmes ».

Que cette proposition doive subir parfois certaines restrictions, sous peine de voir l'Europe divisée en une poussière d'Etats, nous n'avons cessé de le proclamer depuis un quart de siècle. Mais qu on la remise délibérément au magasin des accessoires démodés, cela nous ne le souffrirons pas.

Pour nous, la libération de notre territoire des envahisseurs nazis, signifie le droit pour notre peuple de choisir le régime qui lui convient, d'exercer une discrimination entre ses amis et ses ennemis, de rester maître de ses destinées économiques et de celles de sa colonie. Nous souhaitons de tout cœur pouvoir nous intégrer dans une Fédération européenne des états démocratiques, mais nous résisterons, comme nous résistons actuellement à l'oppression nazie, à toute tentative d'assujettissement, d'où qu'elle vienne.

Notre position étant clairement définie et exempte de toute omission ou fauxfuyant, nous devons nous demander maintenant ce qui justifierait pour les Nations Unies l'abandon de leur principal but de guerre.

Nous savons mieux que quiconque les sacrifices qu'a consentis l'Union Soviétique dans sa guerre de défense, nous avons porté au pinacle l'admirable ténacité des Britanniques au moment où la victoire de l'Axe paraissait acquise, nous avons été enthousiasmés par le gigantesque effort de production des nations américaines. Certes, ces sacrifices furent lourds, mais ils ne pourraient en aucun cas justifier une politique soi-disant pacifiste qui nous ramènerait aux plus beaux temps de l'impérialisme tsariste et victorien.

Que nous ne devions pas nous bercer d'illusions sur le caractère impérialiste de la guerre menée par la Grande-Bretagne ! Soit ! Mais que penser alors du changement d'attitude des Soviets ? En mars 1937, la revue " L'Internationale Communiste ", organe du Comité Exécutif de l Internationale Communiste, écrivait : « Fait caractéristique, tous (les Trotskistes) ils s'étaient dressés contre la politique nationale de Lénine et Staline, tous ils niaient le droit des peuples à disposer d'eux mêmes. » Assisterions-nous à une nouvelle « courbe rentrante » du Komintern ?

Au fond, nous aurions peut-être tort de nous alarmer de ces branle-bas de chancelleries. On ne compte plus le nombre de plans patiemment rangés par de distingués diplomates dans l'armoire des occasions manquées.

Quoiqu'il en soit, et même si les Nations Unies devaient abandonner leurs projets, le fait que pareilles propositions aient pu être discutées et n'aient pas été rejetées immédiatement avec une fin de non-recevoir, démontre une fois de plus que les travailleurs des pays occupés ont en mains l'outil qui forgera leur indépendance.

Si demain la défaite des nazis est autant l'œuvre de la résistance passionnée des peuples asservis que des forces militaires des Nations Unies, aucune puissance au monde ne pourra mettre en doute notre capacité à conduire nos destinées.

Le Nazisme n'est pas le seul ennemi du Socialisme. Il est peut-être le plus dangereux, le plus immédiat.

Mais il y a dans les Nations Unies des forces de réaction qui voient dans la Victoire un moyen d'établir définitivement leur hégémonie.

Qu'elles ne nous croient pas prêts aux pires renonciations ! Si depuis trois ans les travailleurs de ce pays ont lutté sur le Front Intérieur cor re la barbarie nazie, ce n'est pas pour se jeter dans les bras d'un impérialisme quelconque, d'où qu'il vienne.

C'est pour faire triompher leur idéal de justice et de fraternité ; c'est pour construire une Europe nouvelle où il n'y aura plus ni forts, ni faibles ; c'est, en un mot, pour bâtir le Socialisme.

TIM.

... MILITAIRE

La "Forteresse Europe"

D'après les journaux allemands, l'Europe est, en ce moment, une vaste forteresse, gardée par la Wehrmacht et assiégée à la fois par la terre, par mer et par les airs. Cette façon de représenter les faits peut être acceptée. Elle indique bien que la guerre est entrée, pour ceux qui l'ont déclanchée, dans sa phase défensive. Combien de temps durera-t-elle encore ? Cela dépendra des effectifs, du matériel et des ressources économiques.

SUR TERRE

A l'Est, la forteresse n'est protégée par aucune défense naturelle. Le long de cette immense brèche béante, le gros des forces allemandes est massée. Sont-elles encore capables de contraindre l'assiégeant à rendre les armes ? Elles le croyaient il y a un an. Le 27 avril 1942, une note officieuse de la « Brüsseler Zeitung » disait : « Dans quelques semaines, le front tout entier va se porter en avant. Les bolcheviks seront rejetés au delà de l'Oural. Même si nos opérations ne devaient aboutir qu'à couper les armées du Caucase de celles des plaines centrales, on pourrait juger la partie définitivement gagnée. »

Ce plan a échoué. D'abord, il a fallu attendre jusqu'au 5 juillet pour lancer la grande offensive. Ensuite, celle-ci s'est limitée au secteur Sud. Enfin, après la défaite devant Stalingrad, ce fut l'encerclement, la destruction ou la retraite et, sur plus d'un point, la déroute.

Les Russes ont repris un espace de 480.000 km2, soit 16 fois la Belgique. Il n'y a aucun espoir pour le Reich de combler les pertes subies, ni de réussir cette année le coup décisif qu'il a manqué l'an passé. Ses propagandistes s'en rendent compte. Un hebdomadaire bruxellois laissait entendre à mots couverts, il y a trois semaines, qu'une paix séparée avec l'U. R. S. S. pourrait être négociée. Il y a peu de chances que ce désir se réalise. On ne voit pas à quelles conditions les Allemands accepteraient d'abandonner sans luttes les territoires conquis ; ni comment les Russes consentiraient à les leur laisser.

En Afrique, où l'Axe comptaient 250.000 hommes au début d'avril, nous sommes en plein dénouement. Une fois maîtres de la côte tunisienne, les Alliés vont disposer de la suprématie sur la majeure partie de la Méditerranée, et les points faibles du mince rempart italien ne tarderont pas à se découvrir. On peut du reste supposer que les opérations ne se limiteront pas à cette zone. Tout le littoral atlantique offre des possibilités de débarquement, il n'est pas douteux que les Anglo-Américains ne mettent à profit le principal handicap de leur adversaire, c'est-à-dire la nécessité où il est de leur laisser l'initiative des attaques et de se tenir constamment prêt à riposter sur toute la distance qui sépare Narvick des Pyrénées — cela, sans perdre de vue les Balkans, où de grands changements peuvent survenir à tout moment.

SUR MER

« Qui tient la mer tient la victoire » : l'adage est vrai d'une guerre mondiale plus que de toute autre. Il est probable que celle à laquelle nous assistons, en témoins à peu près impuissants, serait déjà virtuellement terminée, si l'Allemagne n'avait, pour se défendre, ses redoutables sous-marins. Il est évident que l'assaut général à la «forteresse Europe» ne peut être lancé que si les Alliés sont assurés sur mer d'une très grande liberté de mouvement. Or, d'après les indications des Britanniques eux-mêmes, les pertes en tonnage ont dépassé maintes fois le chiffre les plus élevés de la dernière guerre (874.000 tonnes). Les Allemands construisaient alors 5 submersibles par mois. Il est probable qu'ils font mieux aujourd'hui. Mais aussi, du fait de l'aviation, leurs pertes sont plus sévères. Et les chantiers américains, hors de toute atteinte, réalisent chaque mois ,de nouveaux reccords dans la construction.

DANS LES AIRS

C'est grâce notamment à leur supériorité aérienne que les Allemands ont réussi à dominer l'Europe. C'est grâce à la même supériorité, qui s'accentue tous les jours, que les Alliés la libéreront. Non pas que l'aviation suffise à elle seule à forcer la victoire ; mais elle est indispensable pour permettre aux armées de terre d'aller de l'avant. On l'a vu pendant toute la campagne d'Afrique, où chaque offensive de Montgomery a toujours été précédée d'une préparation aérienne irrésistible. En Tunisie, l'Axe a tenu bon aussi longtemps que la maîtrise de l'air lui a appartenu. Or, il est visible qu'indépendamment des chiffres donnés par Roosevelt sur la production américaine (48.000 avions construits en 1942, 100.000 annoncés pour 1943), les faits eux-mêmes nous fournissent la preuve que la Luftwaffe, si puissante qu'elle soit encore, commence — c'est le cas de le dire — à battre de l'aile. Les derniers bombardements massifs de Berlin, Hambourg, Kiel, Essen n'ont été suivis,

← *Voir suite colonne ci-contre.*

---

malgré les promesses, que de bien faibles répliques. Et les raids de jour, de plus en plus hardis et fréquents, sur les territoires occupés et sur l'Allemagne rencontrent une résistance de moins en moins efficace. « Qu'on me donne 50.000 avions pour bombarder l'Allemagne, et la guerre est finie », disait naguère le général Arnold, commandant de l'armée de l'air américaine. Malgré leur capacité d'encaisser, qui est incontestable, on ne voit pas, en effet, comment les Allemands pourraient — comment ils pourront — résister à pareille avalanche.

LES EFFECTIFS

A la fin de 1918, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ensemble avaient perdu 3.492.000 tués, sur un total de 22.250.000 mobilisés (chiffres officiels). Si lo'n tient compte de la valeur qualitative que représentent ceux qui tombent, il semble bien que le Reich actuel ne pourrait perdre plus de cinq millions de tués sans être vaincu.

En fait, combien en a-t-il perdus jusqu'ici ? Il n'est pas possible de le savoir, même approximativement.

— Il nous resterait à examiner encore la question du matériel et des ressources économiques, dont le Reich a besoin pour soutenir le siège de la « forteresse Europe ». Nous y reviendrons dans un prochain article.

Est-il nécessaire de dire que, là aussi, là surtout, sa situation, s'aggrave de jour en jour ? Nous qui sommes les otages enfermés dans la dite forteresse, nous en savons hélas ! quelque chose...

Vers la Liberté et le Socialisme !

Travailleurs de tous métiers et de toutes conditions l'heure de la libération approche. C'est le moment où devront s'affirmer notre union, notre volonté et notre force. Pour de longues années peut-être, notre destin sera entre nos mains. Nous voulons qu'il consacre la restauration des valeurs morales, de l'honneur social et de la dignité du travail, qui est la source de la dignité humaine. Tous unis, coude à coude, en avant pour les mots d'ordre que voici !

I. — Règlement des comptes

1. Arrestation immédiate et châtiment des traîtres, des collaborateurs et de tous ceux qui volontairement - directement ou indirectement - ont servi l'ennemi.

Quiconque s'est compromis avec nos oppresseurs doit être l'objet d'une dure et prompte justice. La conscience populaire, qui se raidit dans la résistance parce qu'elle a foi dans cette justice, serait légitimement révoltée s'il n'en était pas ainsi. La confiance mutuelle ne renaîtra dans le pays qu'à cette condition. Toutes dispositions devront être prises, si l'on veut éviter les violences et les exécutions sommaires, pour que la répression judiciaire frappe tous les coupables sans distinction de fortune ou de rang, et commence par les plus hauts placés.

2. Epuration rigoureuse des cadres administratifs et politiques, et de tous les organismes dépendant des pouvoirs publics.

L'occupant ne nous a pas seulement apporté la destruction, la désolation et la terreur. Il nous a inoculé le virus nazi, c'est-à-dire l'autoritarisme, la brutalité cynique ou hypocrite et la barbarie organisée. La contagion s'est propagée même dans nos services publics. La santé du pays exige qu'on y porte le fer rouge.

3. Taxation à cent pour cent des augmentations de fortune dues à la guerre.

Tandis que certains trahissaient leurs concitoyens, d'autres les ont exploités ou ont trafiqué avec l'ennemi. En tout état de cause, il n'est pas juste que quelques-uns se soient enrichis dans les malheurs publics. Il faudra, par des moyens légaux appropriés, leur faire rendre gorge.

4. Annulation, abrogation ou suspension des arrêtés et décisions des secrétaires généraux.

La période d'occupation doit être considérée comme une interruption de la légalité. Le retour à la loi ne peut se faire qu'en abolissant toutes les mesures prises pendant l'état d'exception.

5. Création d'une commission d'enquête sur la responsabilité de la défaite.

Notre défaite a été, pour une part, provoquée par l'incurie et parfois par la trahison de certains chefs civils ou militaires. Elle a été l'aboutissement d'une politique. Il faut que toute la lumière soit faite et que les mauvais guides soient écartés du pouvoir.

II. — Revendications sociales immédiates

1. Intervention rapide et efficace en faveur des victimes de la guerre et de l'occupation.

Ne sont pas seules victimes de la guerre, les personnes qui ont perdu un des leurs pendant la campagne ou en captivité. Nombreux sont aussi ceux qui ont été frappés dans leur liberté, leur situation ou leurs intérêts, à la suite de leur attitude civique. Une juste réparation s'impose pour tous. En ce qui concerne les dommages aux biens, surtout à ceux des moins fortunés, il faudra que les lenteurs et les abus qui ont suivi l'autre guerre ne se reproduisent plus.

2. Fixation d'un minimum vital de salaire largement établi ; réévaluation des salaires et traitements, en fonction du coût de la vie.

Pendant la période d'instabilité économique et monétaire qui suivra la fin des hostilités, il sera indispensable de réévaluer avant tout la rétribution dans chaque catégorie professionnelle. Les commissions paritaires en fixeront le taux. Elles s'inspireront de ce principe que, dans la nouvelle hiérarchie sociale, la primauté du travail devra nettement s'affirmer.

3. Institution de l'assurance obligatoire contre les risques sociaux.

Les travailleurs sont la force vive de la communauté. Ils réclament la sécurité à laquelle ils ont droit. Ils veulent être armés contre la maladie, les accidents et l'invalidité.

4. Amélioration de la législation sur les vacances ouvrières et les allocations familiales ; instauration de pensions de vieillesse au moins égales à la moitié du salaire normal.

Au terme de leurs années laborieuses, les salariés sont encore trop souvent exposés à la gêne et à la misère. Ils doivent pouvoir continuer à vivre décemment. L'âge de la pension doit varier selon le degré de danger ou d'insalubrité de la profession. Ici aussi, le minimum vital doit être garanti : la moitié du salaire normal ne dépasse certainement pas ce minimum.

5. Législation nouvelle touchant l'hygiène et la santé publiques.

Les classes travailleuses seront, au lendemain de la guerre, les plus éprouvées. Ayant eu froid et faim, appauvries, anémiées, elles exigeront des pouvoirs publics, pour se remettre à la tâche, une politique active de la santé publique, un ensemble de mesures pour l'assainissement des logements, des lieux de travail et des conditions d'existence.

III. — Vers un monde nouveau

Les revendications qui précèdent appellent des décisions urgentes. Elles constituent des prises de position concrètes, inconditionnelles, préalables à toute entreprise commune de restauration. Mais elles ne sont que l'avant-propos de notre programme. Celui-ci, résolument revu et mis au point, vise plus loin et plus haut : à l'édification d'une société plus stable et plus juste et d'une paix plus durable que celles que nous avons connues. Quand l'heure sonnera, nous serons prêts. Bornons-nous, en ce Premier Mai 1943, aux indications que voici :

1. L'ordre social d'avant-guerre et le régime économique sur lequel il s'appuyait doivent être progressivement et profondément transformés. L'un et l'autre étaient fondés sur la recherche du profit. Par la force de l'organisation politique, les droits du travail devront primer désormais et, sous les auspices de la légalité, l'intérêt de tous devra prévaloir sur l'intérêt individuel. Les activités économiques et particulièrement les grandes industries monopolisées devront produire uniquement pour le bien commun.

2. La paix indivisible devra être organisée sur le principe de la sécurité collective, confiée à la garde d'une Union fédérative des peuples et sanctionnée par une force de police internationale ou supra-nationale.

Sur ces deux points, des précisions viendront à leur heure. Elles rendront une signification et une vigueur nouvelles à ces formules que nos devanciers nous ont transmises et que nous songeons moins que jamais à désavouer :

L'émancipation des Travailleurs devra être l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes

ET

L'union des Travailleurs fera la Paix du Monde